



# Règlement de consultation

## **MARCHÉ PUBLIC COMPOSITE DE SERVICES LIGNES REGULIERES DE TRANSPORT DE PASSAGERS PAR VOIES NAVIGABLES SUR LA COMMUNE DE MARTIGUES**

**NUMERO DE LA CONSULTATION : 75250013**

**PROCEDURE DE PASSATION : Appel d'offres ouvert**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS : le 27/02/2025 avant 16:00:00**

**Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise par voie dématérialisée est obligatoire.**

**Afin d'accompagner les opérateurs économiques, la Métropole a rédigé un guide qui regroupe un ensemble d'informations essentielles tant sur le plan administratif que financier.**

**Lien de téléchargement : [Guide aux entreprises - « Lancez-vous dans les marchés publics ! »](#).**

**Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Les candidats sont invités à en prendre connaissance via ce [lien de téléchargement](#).**

## SOMMAIRE

---

Article 1 - Objet et étendue du marché .....	3
Article 2 - Forme et structure de la consultation .....	4
Article 3 - Variantes.....	4
Article 4 - Considérations environnementales .....	4
Article 5 - Reprise de personnel .....	5
Article 6 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique .....	5
Article 7 - Durée du marché et autres délais .....	5
Article 8 - Mode de dévolution du marché .....	6
Article 9 - Mode de règlement et modalités de financement .....	7
Article 10 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
10.1 Pièces de la candidature.....	7
10.2 Pièces de l'offre .....	9
10.3 Sous-traitance .....	14
Article 11 - Sélection des candidatures et des offres .....	14
11.1 Sélection des candidatures.....	14
11.2 Critères de jugement des offres.....	15
Article 12 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires .....	18
12.1 Contenu du dossier de consultation.....	18
12.2 Modification de détail du dossier de consultation.....	19
12.3 Renseignements complémentaires .....	19
12.4 Visite du site.....	20
Article 13 - Modalités d'envoi des plis.....	20
Article 14 - Copie de sauvegarde .....	21
Article 15 - Procédures de recours .....	21

## Article 1 - Objet et étendue du marché

---

Le présent marché a pour objet l'exploitation de 2 lignes régulières de transport de passagers par voies navigables sur la commune de Martigues.

Il s'agit d'un marché de services.

Il s'agit d'un marché public composite correspondant :

- Pour partie à un marché ;
- Pour partie à un accord-cadre au sens de des articles R. 2162-2 et suivants du Code de la commande publique conclu avec un opérateur économique.

La partie « accord-cadre » fixe toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les modalités d'émission des bons de commande figurent au CCAP

### Tranches :

Le marché est à tranches.

Conformément à l'article R. 2113-4 du code de la commande publique, le marché est décomposé en tranches comme suit :

Tranche ferme : Exploitation ligne 1	Exploitation de la ligne régulière 1 de transport de passagers par voies navigables sur la commune de Martigues avec <b>un navire à motorisation électrique</b> d'au minimum 40 places UFR compris.
Tranche optionnelle 1 : Mise en œuvre d'un quai flottant	Acquisition d'un quai flottant pour l'arrêt Hôtel de ville permettant de sécuriser les conditions et modalités d'embarquement/débarquement des passagers à cet arrêt.

Lieu d'exécution des prestations : Commune de Martigues

## **Article 2 - Forme et structure de la consultation**

---

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des articles R. 2124-1 et suivants du code de la commande publique.

### **Allotissement :**

La présente consultation n'est pas allotie.

### **Quantité ou étendue du marché :**

La description précise du besoin figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **Article 3 - Variantes**

---

Conformément à l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes sont autorisées.

Les variantes sont des modifications proposées par les candidats par rapport aux spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Le candidat présente soit une offre de base soit une offre en variante.

La variante pourra porter **uniquement sur la tranche ferme et le type de motorisation du navire de la ligne 1 dans la limite de temps fixée ci-après :**

Le candidat peut proposer durant la 1<sup>ère</sup> année du marché, une exploitation de la ligne régulière 1 de transport de passagers par voies navigables au moyen d'un navire à **motorisation thermique** d'au minimum 40 places UFR compris en lieu et place du navire à motorisation électrique.

Au terme de cette 1<sup>ère</sup> année, l'exploitation devra s'effectuer au moyen d'un navire à **motorisation électrique** d'au minimum 40 places UFR compris.

Si une offre variante est présentée, le candidat fournira l'acte d'engagement "variante autorisée " (y compris pièces financières).

Le candidat fournira également un dossier séparé indiquant les adaptations à apporter aux documents du dossier, en listant les articles qui sont modifiés.

## **Article 4 - Considérations environnementales**

---

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de protection de l'environnement.

La démarche environnementale est prévue et détaillée au sein d'un critère portant sur des caractéristiques environnementales au sein du présent règlement de la consultation au sens de l'article L. 2152-7 du code de la commande.

## **Article 5 - Reprise de personnel**

---

Dans l'hypothèse où le titulaire entrant se trouverait soumis à la Convention Collective du il devra se conformer à ses obligations en matière de reprise du personnel du titulaire sortant.

Le détail et les caractéristiques du personnel à reprendre figurent en annexe du DCE et dans l'AAPC.

## **Article 6 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

---

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le CCAP, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

Le nombre minimal d'heures d'insertion sociale est de 1000 heures pour la durée du marché (5 ans). Ce nombre est à pondérer par la reprise de personnel selon les modalités stipulées à l'article 2.7.7 du CCAP.

Afin de faciliter la mise en œuvre des objectifs d'insertion, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu un appui technique défini dans le CCAP.

## **Article 7 - Durée du marché et autres délais**

---

Le marché débute à sa notification pour une durée de 5 ans à compter de la date de démarrage des prestations relatives à l'exploitation des lignes 1 et 2 soit le 30 juin 2025.

Le présent marché n'est pas reconductible.

### **Délais d'exécution :**

**Pour la partie forfaitaire :**

#### **Tranche ferme :**

La date de démarrage des prestations est le **lundi 30 Juin 2025**.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés selon les dispositions du CCTP.

#### **Tranche optionnelle 1 :**

Le délai d'exécution des prestations est de six mois à compter de la date de la notification de la décision d'affermissement (date de notification de l'OS).

Une fois installé à l'arrêt « Hôtel de Ville », le quai flottant sera utilisé pour l'exécution du marché et restera propriété de la Métropole.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés selon les dispositions du CCTP.

L'affermissement de la tranche optionnelle se fera au plus tard le **1er septembre 2025**.  
Le non-affermissement de tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnité.

**Pour la partie accord-cadre :**

Pour la partie exécutée à prix unitaire (exploitation ligne 2 et besoins complémentaires), les délais d'exécution des prestations seront définis dans chaque bon de commande.

La date de démarrage des prestations liées à l'exploitation de la ligne 2 est le **lundi 30 Juin 2025**.

Le délai de validité des offres est de 8 mois à compter de la date limite de réception des plis.

## **Article 8 - Mode de dévolution du marché**

---

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se présenter en candidat unique ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire.

La forme du groupement après l'attribution du marché n'est pas imposée.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de paiement sur compte individuel, une répartition de paiement entre chacun des membres doit obligatoirement être fournie en amont de toute demande de règlement.

## **Article 9 - Mode de règlement et modalités de financement**

---

Les stipulations relatives au mode de règlement, aux modalités de financement et au cautionnement figurent au CCAP.

## **Article 10 - Présentation des candidatures et des offres**

---

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

La signature n'est pas requise lors de la remise de l'offre.

Seul l'acte d'engagement devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat peut cependant choisir de signer l'acte d'engagement dès le dépôt de son offre.

En cas de remise par voie dématérialisée, la signature électronique devra respecter les modalités mentionnées dans le règlement de la consultation et le guide de la dématérialisation. La signature PAdES est à privilégier.

S'agissant des dossiers transmis au titre de la candidature et de l'offre, afin de garantir un téléchargement optimal sur la plateforme de dématérialisation et pour permettre une bonne exploitation des informations, il est attendu des candidats qu'ils limitent leur envoi aux éléments indiqués au présent règlement de consultation, en pièces individuelles (et non regroupées en fichier unique) et sans qu'il comporte de pièces annexes non requises pour l'analyse.

Le candidat devra fournir un dossier complet constitué des pièces suivantes :

### **10.1 Pièces de la candidature**

#### **- Situation juridique :**

Les déclarations, certificats et attestations prévus aux articles R. 2142-1, R. 2143-3 et R. 2143-11 du code de la commande publique permettant de vérifier que le candidat satisfait aux conditions de participation à la consultation (ces documents devront être fournis pour chacun des membres du groupement éventuel) :

- Une lettre de candidature (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe) comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché (et le numéro du lot, le cas échéant).  
Pour une soumission en groupement, les candidats indiqueront, par tous les moyens à leur convenance, la forme de leur groupement, l'identification des membres du groupement, la désignation du mandataire, ainsi que la répartition des prestations.
- Une déclaration sur l'honneur (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe), pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

### **- Capacités financières :**

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019, si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessous, il est autorisé à prouver sa capacité économique ou financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (sur papier libre, DUME ou DC2 transmis en annexe).

### **- Capacités professionnelles et techniques :**

Conformément au I.- de l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019, l'acheteur exige la production des renseignements et documents suivants :

- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.  
Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

- **Documents aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

Certificat de capacité de conduite des bateaux de commerce, ou du certificat de capacité approprié (Certificat de capacité de catégorie PB ou équivalent) et de l'Attestation Spéciale Passagers (ou de l'attestation requise pour effectuer le service de transport maritime de passagers décrit au CCTP).

### **- Dispositions communes aux capacités financières, professionnelles et techniques :**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour les entreprises nouvellement créées, le candidat pourra fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Le profil acheteur met à la disposition des candidats un coffre-fort électronique.



Les modalités d'utilisation sont précisées dans le guide de la dématérialisation joint au présent règlement de consultation.

Le formulaire DUME est disponible sur plate-forme de dématérialisation :  
<https://marchespublics.ampmetropole.fr>

## 10.2 Pièces de l'offre

Le candidat aura à produire les pièces suivantes :

<b>L'acte d'engagement</b>	<p>En cas de groupement conjoint ou solidaire sans compte unique, la répartition des paiements entre le mandataire et ses cotraitants devra être indiquée très clairement (tableau à annexer dont la mise à jour éventuelle sera effectuée par certificat administratif). Un relevé IBAN/BIC pour chaque cotraitant devra être joint à l'acte d'engagement.</p> <p>En cas de groupement solidaire avec compte unique, il convient d'identifier le mandataire et de joindre un relevé IBAN/BIC au nom des différentes entreprises du groupement. Dans le cas où le relevé IBAN/BIC est au nom du mandataire, il doit y avoir une habilitation en faveur du mandataire.</p>
<b>La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)</b>	<p>En cas de discordance entre le montant figurant dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix forfaitaire seul le montant porté dans l'acte d'engagement prévaudra et les prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire seront rectifiés en conséquence.</p> <p>En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer les montants indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire. L'acte d'engagement sera rectifié en conséquence.</p>
<b>Les Comptes d'Exploitation Prévisionnelle (par type de motorisation)</b>	Les Comptes d'Exploitation Prévisionnelle sont à compléter afin de détailler l'ensemble des hypothèses prises pour établir les charges d'exploitation prévisionnelles générées par les services, objet du présent marché. Ils doivent être accompagner du détail des calculs permettant de passer du C.E.P. aux prix globaux et forfaitaires indiqués dans la DPGF et à l'Acte d'Engagement (pour la ligne 1) ainsi qu'aux prix unitaires (au trimestre) indiqués dans le BPU/DQE (pour la ligne 2).
<b>Le bordereau des prix unitaires (BPU)</b>	En l'absence de détail quantitatif estimatif, si le candidat a remis le bordereau des prix unitaires complet, le détail quantitatif estimatif sera reconstitué par l'administration conformément aux prix indiqués dans le BPU.
<b>Le détail quantitatif estimatif (DQE)</b>	<p>En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.</p> <p>Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération.</p> <p>En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer le(s) prix unitaire(s) indiqué(s) dans le détail quantitatif estimatif. Le bordereau des prix unitaires sera corrigé en conséquence.</p>
<b>Le mémoire technique comprenant les éléments ci-dessous :</b>	<p>Toutes les rubriques du mémoire technique mentionnées ci-dessous doivent être traitées par les candidats.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble du mémoire technique sera rendu contractuel pour le titulaire du marché.</p> <p><b>Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné. Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.</b></p>

<p><b>Partie n° 1 du mémoire technique :</b></p> <p>Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer l'exécution et la qualité des services (dépôt maritime, navires, personnels) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépôt maritime : modalités techniques et organisationnelles de mobilisation des navires (remisage lieux, contrôles réglementaires, mise en place des renforts, rechargement, délais d'intervention, remontées d'information auprès de l'AOM, équipements.)</li> <li>- Personnels : expériences, plan de formations, encadrement, exploitations, navigation, personnels administratifs.</li> </ul> <p>Pour la tranche optionnelle 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Description de la réalisation du ponton (plans et cotes)</li> <li>- Qualité des matériaux utilisés pour la construction et l'installation du quai d'embarquement/débarquement des passagers</li> <li>- Détail de la démarche entreprise avec le GPMM pour l'instruction administrative du titre d'occupation temporaire du domaine public</li> </ul>	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique <b>le sous critère technique 1 « Pertinence des dispositions prises pour garantir la qualité du service rendu »</b></p>
---	---

<p><b>Partie n° 2 du mémoire technique :</b> Description détaillée des navires et de leur maintenance sur la durée du marché.</p> <p>Le mémoire comprendra : La description des navires et des équipements techniques dont le candidat disposera pour la réalisation des prestations demandées, et notamment une note, pour chaque navire, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La marque et le type de navire ;</li> <li>- La date de 1ère mise en navigation ;</li> <li>- La capacité en nombre de places ;</li> <li>- Les équipements de communication ;</li> <li>- Les équipements de sécurité ;</li> <li>- Les équipements de confort ;</li> <li>- Les équipements d'accessibilité ;</li> <li>- Les normes environnementales.</li> </ul>	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le <b>sous critère technique 2, « Age des navires affectés »</b></p> <p>Age des navires affectés, noté sur 6 : Un âge inférieur ou égal à 2 ans obtient la note maximale de 6 Puis 1 point d'abattement par tranche de 2 ans d'ancienneté, soit</p> <p>Âge compris entre 2 et 4 ans : 5 Âge compris entre 4 et 6 ans : 4 Âge compris entre 6 et 8 ans : 3 Âge compris entre 8 et 10 ans : 2 Âge supérieur à 10 ans : 1</p>
<p><b>Partie n° 3 du mémoire technique :</b> Description des mesures prises pour assurer le confort et la sécurité des équipements affectés aux services y compris le quai flottant (TO1)</p> <p>Confort : Nombre de places assises/places totales, protections pluies, vent, soleil selon les périodes hivernales et estivales, espaces pour poussettes, fauteuils roulants.</p> <p>Sécurité : radeaux et bouées de sauvetage (avec dispositif lumineux éventuellement), brassières de sécurité, y/c pour enfants, VHF fixes, téléphones portables</p>	<p>Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le <b>sous critère technique 3 « Pertinence des dispositions prises pour garantir le confort et assurer la sécurité du service. »</b></p>

<p><b>Le mémoire environnemental comprenant les éléments ci-dessous :</b></p> <p>Les sujets suivants devront être explicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des marins à la conduite professionnelle des navires, avec distinction entre navires thermique et électrique, l'objectif étant de diminuer les consommations.</li> <li>- Emissions de Co2 et particules des navires selon les flottes proposées, avec mesure de l'impact en cas d'utilisation de navette électrique.</li> <li>- Programmes de maintenance garantissant la performance et la longévité des navires</li> <li>- Procédures de remisage des bateaux et procédures d'élimination des déchets (filtres, huiles, batteries, liquide refroidissement, autres).</li> </ul>	<p>L'intégralité du mémoire environnemental doit être traité par les candidats.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble du mémoire environnemental sera rendu contractuel pour le titulaire du marché.</p> <p><b>Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné. Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.</b></p> <p>Ces éléments du mémoire environnemental permettront d'analyser le critère « <b>Pertinence des mesures prises pour le développement durable et la maîtrise environnementale</b> ».</p>
<p><b>Le mémoire social comprenant les éléments ci-dessous :</b></p>	<p>L'intégralité du mémoire social doit être traité par les candidats.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble du mémoire social sera rendu contractuel pour le titulaire du marché.</p> <p><b>Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné. Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.</b></p>

Présentation des mesures mises en œuvre dans le cadre de la réalisation des prestations pour permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles relevant des catégories listées à l'article 16.1.1. du CCAG Fournitures courantes et services (type de mesures, nombre de personnes concernées par chaque mesure et durée de chaque mesure)	Ces éléments du mémoire social permettront d'analyser le critère social « <b>Pertinence des mesures prises dans le cadre de la réalisation des prestations pour permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.</b> »
<b>L'annexe "Plan d'assurance sécurité (PAS)"</b>	Ces éléments permettront de vérifier la conformité de l'offre. Ils ne font pas l'objet d'une analyse au titre de la valeur technique.

### 10.3 Sous-traitance

En application de l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée, à condition de produire (sur papier libre ou DC4) :

- Un engagement écrit du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant l'article R. 2193-1 du code de la commande publique ;
- Une déclaration du sous-traitant justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation.

## Article 11 - Sélection des candidatures et des offres

### 11.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures est examinée en application des articles R. 2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Les candidats doivent disposer de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public. Ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché public ou à ses conditions d'exécution.

Les candidatures sont examinées au vu des éléments décrits à l'article "Pièces de la candidature" du présent document.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique ne seront pas admises.

Ainsi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

## 11.2 Critères de jugement des offres

Les offres sont examinées en fonction des critères pondérés suivants :

- Prix : 60 %

\* Sous-critère 1, pondération : 70% : Montant (euro HT) des prestations à prix global et forfaitaire (tranche ferme et tranche optionnelle 1)

\* Sous-critère 2, pondération : 30% : Montant (euro HT) des prestations à prix unitaires (DQE)

- Valeur technique : 30 %

\* Sous critère 1, pondération 40 %, Pertinence des dispositions prises pour garantir la qualité du service rendu :

\* Sous critère 2, pondération 30 %, Age des navires affectés, noté sur 6 :

\* Sous critère 3, pondération 30 %, Pertinence des dispositions prises pour assurer le confort et garantir la sécurité du service.

- Valeur environnementale : 5 %

Pertinence des mesures prises pour le développement durable et la maîtrise environnementale.

- Valeur sociale : 5 %

Pertinence des mesures prises dans le cadre de la réalisation des prestations pour permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

### **- La valeur technique :**

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction des sous critères pondérés indiqués ci-dessus.

Le sous-critère 1 sera notés suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Le sous-critère 2 sera notés suivant l'échelle de notation suivante :

Un âge inférieur ou égal à 2 ans obtient la note maximale de 6

Puis 1 point d'abattement par tranche de 2 ans d'ancienneté, soit

Âge compris entre 2 et 4 ans : 5

Âge compris entre 4 et 6 ans : 4

Âge compris entre 6 et 8 ans : 3

Âge compris entre 8 et 10 ans : 2

Âge supérieur à 10 ans : 1

Chaque note fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NVT (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note valeur technique globale (NVT) maximale (6), la note technique de l'offre (des offres) présentant la meilleure valeur technique sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule : Note corrigée = (Note analysée x 6) / meilleure note avant correction.

NVTp (note valeur technique pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

### **- Le prix :**

Le critère prix sera calculé en prenant en compte le montant des prix en TTC.

Le critère prix sera apprécié au regard :

- du détail quantitatif estimatif et du montant indiqué dans l'acte d'engagement.
- de la décomposition du prix global et forfaitaire et du montant indiqué dans l'acte d'engagement (TF et TO1)

Pour chacun des sous-critères, la note correspondant au critère prix, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.

Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 6. Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :

$(\text{Meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 6$

NP (note prix globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note prix globale (NP) maximale (6), la note prix globale de l'offre (des offres) présentant la meilleure note sera systématiquement portée à 6. Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule : Note corrigée = (Note analysée x 6) / meilleure note avant correction.

NPp (note prix pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

**Lorsque la notation au centième conduit plusieurs candidats à obtenir une note correspondant au critère prix identique, alors que ceux-ci proposent des prix différents, la note correspondant au critère prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.**



### **- La valeur sociale :**

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire social.

Il sera noté suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Dans le cas où après notation de chaque offre suivant l'échelle ci-dessus, l'offre (les offres) présentant la meilleure valeur n'obtient (n'obtiennent) pas la note maximale, sa (leur) note sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule :

Note corrigée : (Note obtenue x 6) / meilleure note

NS (après correction, le cas échéant) fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NSp (note valeur environnementale pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

### **- La valeur environnementale :**

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire environnemental.

Il sera noté suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Dans le cas où après notation de chaque offre suivant l'échelle ci-dessus, l'offre (les offres) présentant la meilleure valeur n'obtient (n'obtiennent) pas la note maximale, sa (leur) note sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule :

Note corrigée : (Note obtenue x 6) / meilleure note

NE (après correction, le cas échéant) fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NEp (note valeur environnementale pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

### **Note globale :**

$$N = (NVTp + NPp + NSp + NEp)$$

**L'entreprise ayant la note globale N la plus élevée sera économiquement la plus avantageuse.**

**Lorsque la somme des notes pondérées de chacun des critères conduit plusieurs candidats à obtenir une note globale identique, la note prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.**

### **Modalités d'analyse des offres variantes :**

Les offres de base et les variantes seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités, définis ci-dessus, pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **Justificatifs à fournir par le candidat auquel le marché a été attribué :**

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti :

- Les documents figurant aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique

Si le candidat attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire devra produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Afin de faciliter et sécuriser la remise de ces pièces, le pouvoir adjudicateur met à disposition une plateforme de dépôt de ces documents, gérée par la société e-Attestations. Aussi, il est vivement souhaité de l'attributaire, la remise de l'ensemble de ces pièces sur la plate-forme e-Attestations.

L'utilisation de cette plate-forme par le titulaire est entièrement gratuite. Afin de procéder aux démarches d'inscription, le titulaire du marché recevra un mail d'e-Attestations avec l'ensemble des informations nécessaires pour se connecter.

## **Article 12 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires**

---

### **12.1 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ☐ Le présent règlement de consultation et ses annexes (DC1, DC2 et guide de dématérialisation, modèle annoté AE, modèle annoté DC4) ;

- ☐ L'acte d'engagement ;
- ☐ La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- ☐ Le bordereau de prix unitaires valant Devis quantitatif estimatif. ;
- ☐ Les Comptes d'Exploitation Prévisionnelle (CEP) ;
- ☐ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - ☐ Plan d'assurance sécurité (PAS) ;
  - ☐ Protection des données personnelles (RGPD) ;
- ☐ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Consistance des services
  - Annexe 2 : Itinéraires des navires
  - Annexe 3 : Fréquentations
  - Annexe 4 : Plan de situation et descriptif technique – Borne IRVE
  - Annexe 5 : Plan Ponton « Quai Degut »
  - Annexe 6 : Photos des quais de débarquement – Quai Général Leclerc / Quai Degut / Médiathèque / Hôtel de ville
  - Annexe 7 : Compte Rendu Mensuel
  - Annexe 8 : Charte Métropolitaine
- ☐ L'annexe « Plan d'Assurance Sécurité » (PAS) et l'annexe « Sécurité et protection des données » ;
- ☐ L'annexe « Reprise du personnel » (annexée au RC)

## 12.2 Modification de détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ce délai de 6 jours sera décompté en jours francs à partir de la date de mise en ligne desdites modifications sur la plateforme de dématérialisation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces modifications seront transmises par voie électronique conformément à l'article "Renseignements complémentaires".

## 12.3 Renseignements complémentaires

Tout renseignement complémentaire sera communiqué par l'acheteur, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de remise des offres pour autant que les demandes aient été reçues par l'acheteur 10 jours francs avant cette date.

Les demandes de renseignements devront être adressées **par la voie électronique** sur la plateforme de dématérialisation accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr> à la rubrique correspondant à la consultation référencée.

Aucune demande par courrier électronique ne sera acceptée.

## 12.4 Visite du site

La visite n'est pas obligatoire mais fortement conseillée. Les candidats ont la faculté, s'ils le souhaitent, de visiter le site concerné par le présent marché.

Les candidats pourront se rendre librement sur les lieux pour mieux évaluer la situation exacte, l'importance et la nature des services et prestations à exécuter et toutes les difficultés pouvant résulter de leur réalisation.

A leur demande ils pourront être accompagnés par une personne de la Métropole lors de cette visite qu'il conviendra de planifier au minimum 7 jours à l'avance.

Ces visites accompagnées devront avoir lieu 12 jours au moins avant la date de remise des offres du présent marché.

### Contact :

Métropole Aix--Marseille Provence  
Direction Proximité Ouest Etang de Berre  
M. Aurélien TRESCAZES  
Directeur  
aurelien.trescazes@ampmetropole.fr  
Mobile : 06 33 46 69 57

Un seul candidat sera admis par visite. Les candidats ne seront pas autorisés à poser des questions pendant la visite. Les questions devront être posées par écrit conformément aux modalités prévues à l'article "Renseignements complémentaires".

## **Article 13 - Modalités d'envoi des plis**

---

**Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire. Celle-ci devra être effectuée avant les date, heure et seconde limites de remise des plis indiquée en page de garde, dans les conditions présentées ci-dessous. Tout autre mode de transmission est interdit.**

La plate-forme de dématérialisation des marchés publics est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr/>

Les candidats devront se référer aux indications portées sur le guide de la dématérialisation annexé au présent règlement de consultation afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

### **Transmissions successives de plis :**

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, en cas de transmissions successives de plis, seul le dernier pli reçu sera analysé par l'acheteur.

En effet, quelle que soit la nature des transmissions successives, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Par conséquent, le dernier pli reçu par l'acheteur devra comporter l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre exigées par le présent règlement de consultation :

- Les éléments relatifs à la candidature sont listés à l'article "Pièces de la candidature" du présent règlement de consultation ;
- Les éléments relatifs à l'offre sont listés à l'article "Pièces de l'offre" du présent règlement de consultation.

## **Article 14 - Copie de sauvegarde**

---

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le dépôt donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La remise de la copie de sauvegarde s'effectuera soit par envoi postal (en recommandé avec A.R ou par tout moyen permettant de donner date et heure certaines de réception et de garantir la confidentialité des documents), soit par remise directe contre récépissé de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi (sauf jours fériés) aux adresses ci-dessous :

- Par remise directe (y compris Chronopost ou équivalent) :  
Métropole Aix-Marseille-Provence  
Direction de la Commande Publique – Service des Marchés  
Immeuble « Le Balthazar »  
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,  
2ème étage Nord  
13002 Marseille

- Par voie postale :  
Métropole Aix-Marseille-Provence  
Immeuble « Le Balthazar »  
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,  
Rdc  
13002 Marseille

## **Article 15 - Procédures de recours**

---

### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Marseille  
Adresse postale : 31 rue Jean-François Leca, 13002 MARSEILLE  
Téléphone : 04 91 13 48 13 – Télécopie : 04 91 81 13 87  
Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)  
Site web : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Le requérant peut saisir le tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Introduction des recours :**

### **Précisions concernant les délais d'introduction des recours :**

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert (application des articles L. 551-1 et suivants, et R. 551-1 et suivants du code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative).

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L. 521-1 du code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, *Département de Tarn-et-Garonne*, n° 358994).

### **Médiation :**

- Mission de conciliation : le tribunal administratif de Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L. 211-4 du code de justice administrative. Téléphone : 04 91 13 48 13.

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique : Préfecture de région (place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE CEDEX 06) – Téléphone : 04 84 35 40 00 – Site web : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur>